

D&O L'AGEFI

Supplément publié dans
l'édition de L'AGEFI ALPHA
du 22 octobre 2026

CHANGEMENT DE RÉGIME SUR LES MARCHÉS OBLIGATAIRES

- JUSQU'OU PEUVENT MONTER LES TAUX ?
- LE CRÉDIT TIENT BON
- L'AGILITÉ AU CŒUR DES STRATÉGIES



Anne
BEAUDU

Gérante senior
en obligations internationales

Amundi
Investment Solutions



Geoffroy
LENOIR

Directeur de la gestion
collective


ofi invest
Asset Management



Alexandre
CAMINADE

Directeur des gestions taux
souverains, émergents et
aggregate

Ostrum
ASSET MANAGEMENT

LES MARCHÉS FACE À LA REMONTÉE DES TAUX D'INTÉRÊT

La remontée des taux d'intérêt, alimentée par les tensions géopolitiques, les pressions inflationnistes et des besoins de financement toujours élevés, redessine le paysage obligataire.

Dans un environnement plus incertain, les gérants ajustent leurs positions et privilégient des stratégies plus tactiques.

L'été 2026 a marqué un net changement de régime sur les marchés obligataires. Après une période de calme, les taux longs sont repartis à la hausse. En France, l'OAT à 10 ans est ainsi passée de 3,68 % début juillet à 3,86 % début août, avant d'atteindre 4,23 % lors de l'adjudication du 3 septembre, puis près de 5 % le 2 octobre en raison des inquiétudes budgétaires et politiques grandissantes et d'un environnement global de taux plus élevés. La France ne fait pas figure d'exception puisque l'ensemble des grands marchés développés ont connu des situations similaires. Ainsi, les taux à 10 ans évoluent désormais autour de 3,5 % en Allemagne et de 5,3 % aux Etats-Unis. *« Les niveaux actuels des taux longs sont d'abord et avant tout liés au conflit au Moyen-Orient et à son enlisement, avec des perspectives de prix de l'énergie qui devraient rester élevés plus longtemps que prévu »,* analyse Alexandre Caminade, directeur des gestions taux souverains, émergents et *aggregate* chez Ostrum Asset Management. *« Ce n'était pas forcément le scénario envisagé avant l'été : un protocole d'accord avait été signé, le pétrole était redescendu autour de 70 dollars et nous pensions que les marchés allaient tourner la page pour se concentrer sur d'autres thèmes. Finalement, le conflit nous a rattrapés. »* Mais la géopolitique et les tensions inflationnistes qui en découlent ne sont pas les seuls éléments qui expliquent le mouvement estival sur les taux. *« D'autres facteurs jouent également, à commencer par une croissance qui se tient plutôt bien, que ce soit aux Etats-Unis*

ou en Europe, complète Geoffroy Lenoir, directeur de la gestion collective d'Ofi Invest Asset Management. Aux Etats-Unis, la thématique de la tech et de l'intelligence artificielle soutient notamment la croissance. C'est un peu moins vrai en Europe, mais on observe aussi de bonnes surprises en zone euro sur les résultats des sociétés. » Enfin, les besoins massifs de financement des Etats et des entreprises ont aussi un impact sur le niveau des taux.

La panique ne s'est toutefois pas fait ressentir. *« Il faut noter que la hausse des taux s'est faite de façon assez ordonnée »,* constate Anne Beaudu, gérante senior en obligations internationales chez Amundi. *« On le mesure notamment au fait que les marchés actions et les marchés du crédit ont jusqu'à présent bien résisté. Le contexte est donc différent de celui de 2022, lorsque la remontée, beaucoup plus brutale, des taux était intervenue à partir de niveaux très bas et avait profondément modifié les corrélations entre classes d'actifs. »* Aux niveaux actuels de financement, la prudence est toutefois de mise. *« Avec des taux de mortgage au-dessus de 7 % aux Etats-Unis, on observe déjà des signes de ralentissement du marché de l'immobilier résidentiel, ce qui constitue clairement un point à surveiller »,* relève Alexandre Caminade. *« D'autant que le pouvoir d'achat des ménages américains pourrait aussi être moins soutenu dans les prochains mois, entraînant un possible ralentissement de la consommation. »*

A plus long terme, la question de la soutenabilité des dettes se pose, alors que la remontée des taux d'intérêt implique un coût de la dette plus élevé pour les Etats comme

pour les entreprises. *« Le changement de régime est réel : on est passé d'un monde de 'saving glut' (excédent d'épargne, NDLR) à un monde de 'supply glut' (excédent d'offre, NDLR), avec beaucoup plus d'émissions de dette, notamment de la part des Etats mais aussi des entreprises dans le cadre d'un nouveau cycle d'investissement technologique (en particulier de la part des hyperscalers), considère Anne Beaudu. La question sera donc de savoir comment cette offre accrue de papier peut être absorbée et quels efforts les Etats devront consentir pour en maîtriser le coût. »*

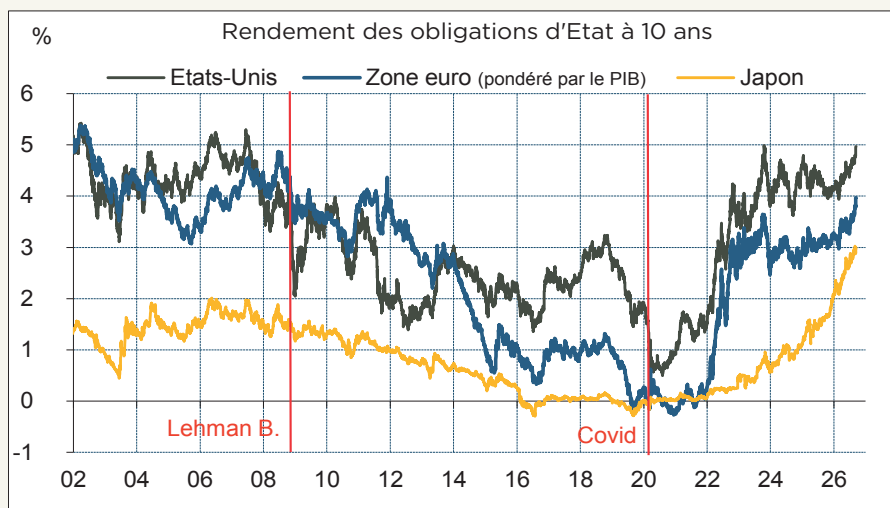
Le changement de régime s'est aussi opéré du côté des taux courts. La Réserve fédérale (Fed) a ainsi relevé son taux directeur de 25 points de base le 16 septembre, à 3,75 %-4 %, une première hausse depuis juillet 2023. De son côté, la Banque centrale européenne (BCE) a relevé ses taux directeurs de 25 points de base le 11 juin, puis à nouveau le 10 septembre, portant son taux de dépôt à 2,50 %. Et les marchés anticipent de nouvelles hausses à venir. *« Ces anticipations sont très fortement corrélées à l'évolution des prix du pétrole et du gaz »,* observe Anne Beaudu. *« Or la BCE a toujours insisté sur le fait qu'elle ne définit pas sa politique monétaire en fonction de l'inflation à très court terme, mais de ses perspectives à moyen terme. Pour l'instant, toutefois, le marché réagit de façon très binaire, ce qui rend la trajectoire de la BCE difficile à lire. »* De ce fait, les anticipations de taux terminal ne sont pas consensuelles. *« Nous étions montés jusqu'à 4 % en 2022 dans un contexte qui était beaucoup*

plus défavorable, avec un marché de travail beaucoup plus solide, rappelle Alexandre Caminade. Atteindre 3,25 % dans les conditions actuelles, comme anticipé par le marché, paraît excessif. » De son côté, Geoffroy Lenoir estime que « si le niveau de 3 % paraît presque acquis pour le taux directeur de la BCE, un pic à 3,25-3,5 % semble plus incertain. Là encore, cela dépendra en bonne partie de l'évolution du pétrole : si le prix redescend à 90 ou 80 dollars, il n'y aura pas de raison d'aller aussi haut. » Côté Fed, le changement de président a ajouté un élément supplémentaire d'incertitude. Alors que les marchés pensaient qu'il pourrait privilégier une baisse des taux, Kevin Warsh a finalement réaffirmé à plusieurs reprises que la priorité restait la lutte contre l'inflation et le retour de celle-ci vers la cible de 2 %. L'évolution du contexte a conduit les gérants à ajuster leurs positions. Chez Amundi, Anne Beaudu indique commencer à remettre un peu plus de poids sur la stratégie de duration. « Nous estimons que le marché anticipe probablement trop de hausses de taux mais nous restons prudents, d'autant que le contexte géopolitique rend le timing particulièrement difficile, confie la gérante. Nous ajoutons ainsi de la duration de façon progressive, princi-

palement sur les parties courtes, mais aussi sur certaines maturités longues, par exemple au Japon et au Royaume-Uni, ainsi que sur le 10 ans européen. » La diversification géographique est également recherchée. « L'Australie et la Nouvelle-Zélande nous paraissent intéressantes en raison de fondamentaux et de trajectoires de dette plus favorables. Nous apprécions aussi la dette émergente locale, qui offre un 'coussin' en termes de taux réel plus important, avec des banques centrales qui ont gagné en crédibilité depuis 2022 », poursuit-elle. Chez Ostrum Asset Management, Alexandre Caminade indique que le changement de régime des banques centrales le conduit à privilégier la partie courte de la courbe, notamment en Allemagne, en raison d'une remontée des taux courts anticipée par les marchés jugée excessive. Par ailleurs, « compte tenu de l'incertitude liée au conflit et de la difficulté à anticiper son évolution ou celle des prix du pétrole, nous avons également réduit les niveaux de risque dans les portefeuilles », rapporte-t-il. Cela s'est traduit depuis plusieurs mois par une sous-exposition à la France et une surexposition à l'Espagne et l'Italie. « Les différences de dynamique entre les économies de la zone euro renforcent notre intérêt pour les stratégies de valeur relative », justifie-t-il.

Par ailleurs, certaines dettes émergentes locales sont privilégiées, notamment au Brésil, au Mexique et en Afrique du Sud, avec une gestion dynamique du risque de change géré de manière dynamique. Chez Ofi Invest Asset Management, les équipes de gestion avaient abordé l'été avec une approche toujours constructive sur les obligations européennes. « Cette position restait prudente car nous identifions des risques à la hausse sur les taux, précise Geoffroy Lenoir. Mais avec des niveaux absolus historiquement élevés, nous avons maintenu nos expositions afin de profiter du portage de la classe d'actifs. » Dans le régime qui s'est mis en place, « notre approche consiste dorénavant à naviguer autour de la neutralité en termes de duration ; une légère surpondération pourrait être ajoutée sur opportunité, fait-il savoir. Nous ne cherchons pas à nous réexposer massivement, car les taux peuvent encore progresser aux Etats-Unis comme en Europe. » L'équipe privilégie les parties courtes de la courbe, deux à cinq ans des deux côtés de l'Atlantique, du fait des anticipations sur les hausses des taux directeurs jugées fortes. « En diversification, nous regardons les dettes émergentes en devises locales », conclut Geoffroy Lenoir.

LES TAUX À 10 ANS ATTEIGNENT DES SEUILS PSYCHOLOGIQUES



LA FRANCE, UNE SITUATION EXPLOSIVE ?

Au sein de la zone euro, l'Hexagone connaît une situation particulière, marquée par une croissance faible. « Notre scénario n'est pas en faveur d'une récession, mais la croissance pour 2026 devrait atterrir selon nous autour de 0,5% », mentionne Geoffroy Lenoir. Avec un sentiment de marché très négatif, des interrogations sur la trajectoire des finances publiques et l'incertitude liée aux prochaines élections, la situation de la France est préoccupante, de l'avis des gérants. Cette combinaison pèse en effet sur la demande pour la dette française à long terme. « Nous avons mis en place des stratégies d'arbitrage de valeur relative : cela fait désormais quatre à cinq mois que nous sommes sous-exposés à la dette française et surexposés à l'Espagne, avec également une position favorable mais

moins marquée sur l'Italie », relate Alexandre Caminade. Cette stratégie s'est révélée pertinente : l'écart de taux avec l'Allemagne, qui était d'environ 60 points de base lors de sa mise en place, atteint désormais près de 100 points. » Ce niveau pourrait en outre s'accroître encore dans les prochaines semaines ou mois, ce qui rend les investisseurs frileux. « Dans ce contexte, nous n'avons pas de position très marquée sur la dette française et privilégions d'autres marchés », indique Geoffroy Lenoir. Et ce malgré un niveau de rendement absolu séduisant car, en cas de tensions sur le marché, les titres français seront les plus prompts à réagir. « La France possède actuellement le statut de crédit le plus 'high beta' de la zone euro en raison de ses risques spécifiques », rappelle Alexandre Caminade.

LE CRÉDIT RÉSISTE GRÂCE AUX FONDAMENTAUX DES ENTREPRISES

Les marchés du crédit ont affiché une résilience étonnante tout au long de l'été, malgré la persistance des tensions géopolitiques. Les marges de crédit (*spreads*) sont ainsi restées très stables et resserrées sur les titres en euros, tant sur l'*investment grade* que sur le haut rendement. « La volatilité sur le marché du crédit tend à diminuer au fil des années, constate Alexandre Caminade. Depuis le *Liberation Day*, dernier véritable épisode de tension, les mouvements d'écartement des *spreads* sont restés limités. Même avec le récent conflit en Iran et le stress sur la dette française, l'écartement n'a atteint que 15 à 20 points de base sur l'*investment grade*. »

Cet attrait pour le crédit s'explique notamment par d'excellents fondamentaux des entreprises émettrices. « Malgré des *spreads* relative-

ment serrés, les risques apparaissent aujourd'hui plus limités et plus prévisibles que sur certaines dettes souveraines, ce qui continue de soutenir l'attrait du crédit, souligne Alexandre Caminade. En outre, un environnement de croissance modérée, tel qu'anticipé actuellement aux États-Unis et en zone euro, est particulièrement favorable à ce marché. »

Une situation qui peut être résumée en une formule : « Les taux regardent l'Iran, tandis que les actifs risqués, y compris le crédit, regardent l'IA », considère Geoffroy Lenoir. Néanmoins, la remontée des taux depuis le début de l'année pèse désormais sur les performances. « Le crédit *investment grade* et le haut rendement sont en territoire négatif du fait de la hausse des taux », explique Geoffroy Lenoir. Cela n'est pas dû à l'évolution

des *spreads* qui ont démontré une bonne résilience, même si l'on a connu plus récemment un début d'élargissement qu'il faudra surveiller. Ces performances pourraient, à terme, peser sur les flux si les taux poursuivaient leur progression. Après des collectes massives jusqu'en juillet, voire en août, les flux se sont ralentis ces dernières semaines. Pour autant, le crédit conserve de l'attrait grâce à la visibilité qu'il offre et à son portage. Les *spreads* sont certes très serrés et offrent peu de potentiel de resserrement supplémentaire, mais le rendement courant reste attractif. » Or une partie non négligeable des investisseurs recherchent précisément le portage. « La dynamique des flux sur le crédit a ainsi été largement soutenue par les assureurs, dont l'approche diffère de celle des gérants de fonds benchmarkés, expose Alexandre Caminade. Là

où ces derniers raisonnent davantage en termes de spreads, les assureurs se concentrent surtout sur le rendement absolu. La remontée des taux les a donc incités à acheter du taux sans être aussi sensibles au niveau des spreads et ces achats ont contribué à soutenir le marché du crédit et à absorber les volumes très importants d'émissions primaires depuis le début de l'année. »

En outre, au sein de la classe d'actifs, le choix parmi les différentes qualités de notation penche en faveur du haut rendement. « Nous maintenons une légère préférence pour le high yield, notamment pour son potentiel de performance et son portage, ainsi que pour sa durée plus courte, indique Geoffroy Lenoir. Les conditions fondamentales demeurent favorables à moyen terme : les taux de défaut restent faibles et les agences de notation ont même revu à la baisse leurs prévisions de défaut pour l'année prochaine. Cette préférence reste toutefois mesurée, compte tenu du niveau déjà resserré des spreads et des risques qui remontent à plus court terme. »

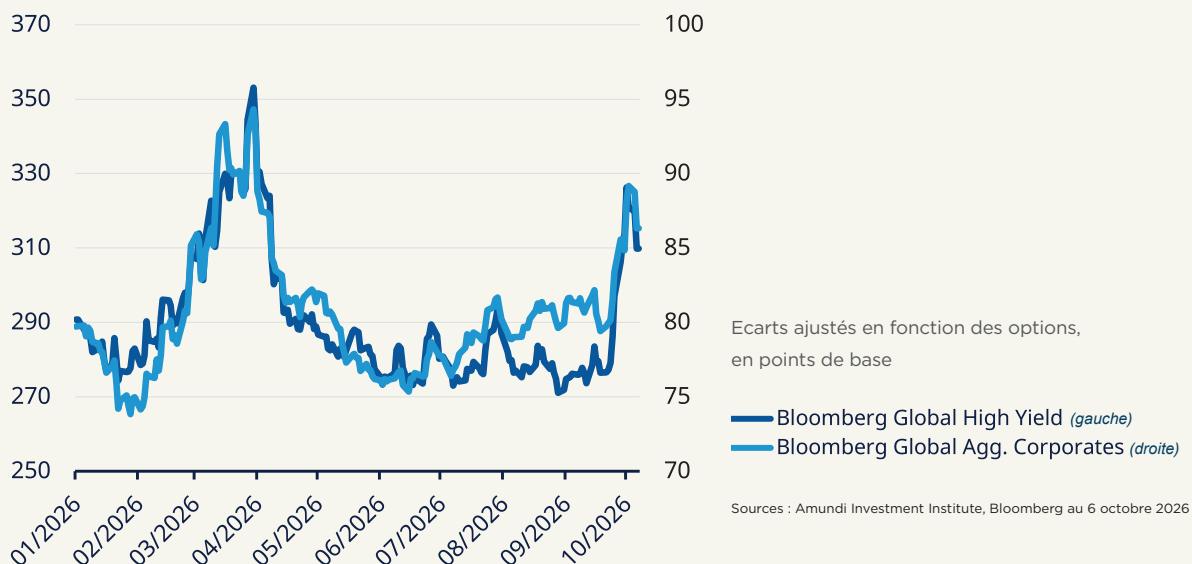
La prudence est de mise, confirme Anne Beaudu. « A ces niveaux de spreads, nous restons positifs mais prudents sur le crédit, élabore-t-elle. D'une part, le choc pétrolier et inflationniste, susceptible d'entraîner une remontée des taux d'intérêt, pourrait finir par peser sur la croissance. D'autre part, le cycle d'investissement, notamment dans l'intelligence artificielle, tend à augmenter l'endettement des entreprises et le volume des émissions obligataires. » Les risques sur la croissance et l'augmentation des émissions constituent donc des points de vigilance car ils pourraient finir par peser sur les primes de risques demandées par le marché. Dans ce contexte, « une exposition est conservée, notamment sur les segments BBB, les financières et certains marchés européens et américains, afin de profiter d'un supplément de portage, développe Anne Beaudu. Mais dans les portefeuilles très diversifiés, notamment dans l'univers global aggregate, une partie du risque est désormais allouée à d'autres opportunités jugées plus rémunératrices, notamment sur la

dette souveraine - y compris sur les marchés émergents - et les devises. »

L'arrivée des hyperscalers sur le marché primaire, avec des volumes d'émission importants, constitue en effet une évolution significative du paysage sur les marchés obligataires. « Ce mouvement illustre une 'compétition pour le capital' accrue, avec davantage d'émetteurs cherchant à capter les flux des investisseurs, et nous devons en tenir compte, analyse Geoffroy Lenoir. Cette tendance commence déjà à modifier la composition du marché du crédit américain. Pour autant, cette montée en puissance ne devrait, selon nous, pas nécessairement déstabiliser le marché. Ces entreprises sont pour la plupart bien notées et leurs émissions sont généralement préparées en amont avec soin. En tant que nouveaux émetteurs, elles devraient néanmoins proposer une prime à l'émission pour attirer les investisseurs. » De quoi alimenter l'idée que les marchés obligataires entrent dans un nouveau régime, avec des taux susceptibles de rester durablement plus élevés.

LES PRIMES DE RISQUE RESTENT TRÈS RESSERRÉES

Elargissement des spreads sur le marché mondial du crédit



MISER SUR LA FLEXIBILITÉ DANS UN MARCHÉ INCERTAIN

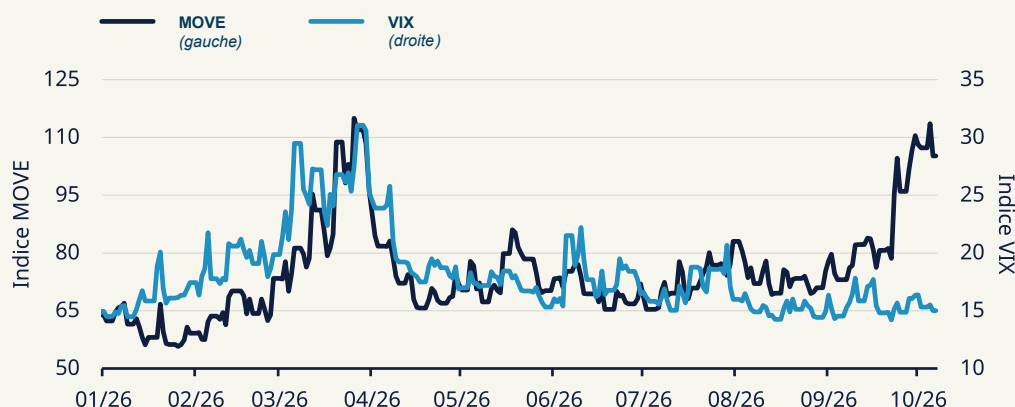
Dans ce contexte très incertain, les stratégies *absolute return* et *total return* semblent être des solutions particulièrement adaptées. « *Les fonds absolute return peuvent notamment avoir une duration négative et permettent de prendre des positions très tactiques, sur de la dette émergente en devise locale ou du crédit par exemple, et en valeur relative, sans contrainte de benchmark ni de duration*, décrit Alexandre Caminade. Ces solutions offrent également une grande latitude pour se positionner sur différentes stratégies conformément à nos convictions, qui peuvent évoluer assez rapidement en fonction des événements. » Elles permettent ainsi une grande agilité mais il convient toutefois d'étudier attentivement leur positionnement. « *En effet, dans le contexte actuel, les stratégies absolute return ou total return sont particulièrement pertinentes, le gérant ayant une grande flexibilité dans son allocation et le pilotage du risque ou encore de la duration. Il est toutefois nécessaire de rester attentif au niveau réel de flexibilité du portefeuille et à la*

sélectivité des titres », précise Geoffroy Lenoir. Pour Anne Beaudu, le choix dépend avant tout du niveau de duration recherché. « *Les fonds absolute return et total return, moins exposés au risque de duration, ont obtenu de bonnes performances cette année, relève-t-elle. Mais la remontée des taux d'intérêt rend désormais les fonds plus longs de plus en plus intéressants, notamment les fonds Euro Aggregate ou Global Aggregate (avec un univers très diversifié), qui permettent de capter ces niveaux de taux attractifs.* » De son côté, Alexandre Caminade juge qu'en termes de cherté relative, il y a plus d'intérêt sur les *spreads* souverains que sur le crédit. « *Nous privilégions donc les fonds souverains, notamment sur les segments 1-3 ans et 3-5 ans, qui rencontrent d'ailleurs un certain succès*, indique-t-il. Compte tenu des anticipations déjà intégrées dans les taux et du niveau des *spreads* souverains, la partie courte de la courbe nous paraît particulièrement intéressante aujourd'hui. » Les fonds « inflation » sont également très pertinents dans cet environnement de taux réels

élevés. Enfin, les fonds datés bénéficient eux aussi d'un regain d'intérêt, après avoir quelque peu perdu en attractivité ces derniers mois. De nombreux acteurs préparent la relance de ce type de fonds. Quelles que soient les stratégies privilégiées, le contexte de forte volatilité renforce l'intérêt de la gestion active, estime Anne Beaudu. « *Elle permet notamment d'ajuster les positions en duration, de mettre en place des stratégies de valeur relative, de faire preuve d'agilité et d'adapter plus rapidement les allocations grâce à une gestion tactique de court terme* », souligne-t-elle. Au-delà des conditions de marchés qui favorisent le lancement de nouveaux millésimes, la visibilité qu'offrent les fonds à échéance répond à une demande forte des investisseurs. Toutefois, la sélectivité reste de mise : « *Même si les spreads se comportent bien, nous restons vigilants dans la sélection des titres afin de limiter le risque d'écartement ou de défaut au sein des portefeuilles* », conclut Geoffroy Lenoir.

LA VOLATILITÉ A FAIT SON RETOUR SUR LES MARCHÉS OBLIGATAIRES

Volatilité obligataire en hausse, découplage par rapport aux actions



Sources : Amundi Investment Institute, Bloomberg au 6 octobre 2026

Amundi Investment Solutions

AMUNDI INVESTMENT SOLUTIONS amundi.fr

Premier gestionnaire d'actifs européen parmi les dix plus grands acteurs mondiaux⁽¹⁾, Amundi propose à plus de 200 millions d'investisseurs une gamme complète de solutions d'épargne et d'investissement en gestion active et passive, en actifs cotés ou privés. Développée pour divers distributeurs (banques, gérants de fortune, conseillers en gestion de patrimoine...), pour les entreprises et pour les institutionnels, cette offre est enrichie de services et d'outils technologiques couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur de l'épargne. Filiale du groupe Crédit Agricole et cotée en Bourse, Amundi gère aujourd'hui près de 2.600 milliards d'euros d'encours⁽²⁾.

Ses six plateformes internationales de gestion⁽³⁾, sa capacité de recherche financière et extra-financière, ainsi que son engagement de longue date en faveur de l'investissement responsable font d'Amundi un acteur de référence dans le paysage international de la gestion d'actifs.

(1) Source : IPE « Top 500 Asset Managers » publié en juin 2026 sur la base des encours sous gestion au 31/12/2025.

(2) Données Amundi au 30/06/2026.

(3) Paris, Londres, Dublin, Milan, Tokyo et San Antonio (via notre partenariat stratégique avec Victory Capital).



Ofi invest
Asset Management

OFI INVEST ASSET MANAGEMENT ofi-invest-am.com

Investir dans les acteurs qui créent de la valeur durable pour tous, c'est investir dans votre avenir.

Ofi Invest Asset Management est une société d'Ofi Invest, unique pôle de gestion d'actifs et l'une des quatre marques d'Aéma Groupe aux côtés de Macif, Abeille Assurances et Aésio Mutuelle.

Ofi Invest Asset Management compte près de 200 milliards d'euros d'actifs à fin juin 2026⁽¹⁾ et plus de 360 collaborateurs, au service d'investisseurs institutionnels et particuliers par le biais des réseaux et partenaires de distribution, en France et à l'international.

Ofi Invest Asset Management propose un large choix de stratégies d'investissement sur l'ensemble des classes d'actifs liquides, dans le cadre d'une démarche responsable et engagée. En assemblant les expertises des sociétés de gestion du groupe Ofi Invest (4^e groupe français de gestion d'actifs⁽²⁾), Ofi Invest Asset Management donne accès à une large offre de solutions d'investissement, une expérience historique en gestion sur mesure et des services adaptés aux différentes typologies d'investisseurs.

(1) Source : Ofi Invest au 30/06/2026, 199,9 milliards d'euros avant intégration de la gestion sous mandat pilotée (1,3 milliard) qui porterait les AUM d'Ofi Invest AM à 201,2 milliards.

(2) Source : IPE 2026 - Classement mondial Top 500 Asset Managers.



OSTRUM ASSET MANAGEMENT ostrum.com

Acteur responsable⁽¹⁾, parmi les leaders européens de la gestion institutionnelle⁽²⁾, Ostrum Asset Management accompagne ses clients tout au long de la chaîne de valeur de l'investissement. La société propose une gamme complète de solutions, des offres de gestions assurantielles (actions, obligations, multi-actifs), actives (obligataires, monétaires, actions) et quantitatives, associées à un ensemble de prestations de services dédiées.

Suivant une approche ESG intégrée et orientée vers une performance durable, Ostrum Asset Management gère 393 milliards d'euros d'encours⁽³⁾ pour le compte de grands clients institutionnels (assureurs, fonds de pension, caisses de retraite, mutuelles, entreprises).

Ostrum Asset Management est un affilié de Natixis Investment Managers.

(1) Ostrum AM est une des premières sociétés de gestion françaises signataires des PRI en 2008. www.unpri.org.

(2) IPE Top 500 Asset Managers a classé Ostrum AM au 12^e rang des plus importants gestionnaires d'actifs institutionnels européens au 31 décembre 2025.

(3) Source : Ostrum AM, données consolidées à fin juin 2026.



Anne BEAUDU

Gérante senior
en obligations internationales

Anne Beaudu débute en 1999 chez Crédit Agricole SA à Paris, où elle travaille pendant six ans en tant qu'économiste en charge de la zone euro, avec un focus sur les prévisions économiques et financières et la surveillance de la BCE.

En 2005, elle rejoint Amundi au sein de l'équipe *inflation & duration* comme gérante *euro fixed income*, spécialisée dans les stratégies de taux. En 2010, elle intègre l'équipe *global fixed income* à Londres, où elle gère notamment le fonds Amundi Oblig internationales Flexible et plusieurs portefeuilles pour des institutions publiques internationales. Elle est également membre du comité des architectes et du comité d'investissement GFI d'Amundi Londres depuis 2018. En 2023, elle rejoint Amundi Paris tout en conservant ses responsabilités GFI, et en 2024, elle élargit son périmètre à l'expertise *euro aggregate*.

Amundi
Investment Solutions



Geoffroy LENOIR

Directeur de la gestion collective

Geoffroy Lenoir a rejoint Ofi Invest Asset Management (ex-Abeille Asset Management) en qualité de gérant obligataire sur la zone euro, puis a évolué en 2015 en tant de responsable de l'équipe de gestion taux souverains euro, avant de prendre la responsabilité de l'ensemble de la gestion des OPC en 2020. Auparavant, il a travaillé pendant trois ans chez Robeco Gestion à Paris en tant que gérant obligataire en charge de portefeuilles de taux zone euro. Il a débuté en 2003 comme gérant au sein de l'équipe de gestion monétaire de Fortis Investments France, avant de partir à Londres en 2008 pour un an. Geoffroy Lenoir est titulaire d'une maîtrise de mathématiques appliquées de l'Université Panthéon-Sorbonne.


Ofi invest
Asset Management



Alexandre CAMINADE

Directeur des gestions taux
souverains, émergents et
aggregate

Alexandre Caminade a débuté à l'inspection générale du groupe Banque Populaire en 1992, avant de rejoindre la direction de l'audit du Crédit Coopératif.

En 1998, il intègre Ecofi Investissements comme gérant taux et crédit, puis AGF Asset Management et Société Générale AM, en tant que gérant *high yield*.

Entre 2007 et 2017, il occupe le poste de directeur de la gestion crédit chez Allianz GI, avant de rejoindre LBPAM en 2017 en tant que directeur des gestions taux, crédit, assurance et convertibles.

En 2020, il exerce chez Ostrum AM où il occupe successivement les postes de directeur des gestions *core fixed income & liquid alternatives*, puis directeur des gestions *taux souverains, émergents et aggregate*.

Alexandre Caminade est titulaire d'une maîtrise d'économie de Paris X, d'un DESS Banque & Finance de Paris V et est CFA® Charterholder.


Ostrum
ASSET MANAGEMENT

L'AGEFI

L'Agence économique et financière fondée en 1911,
8 rue Bellini – 75116 Paris

Tél. : 01 41 27 47 00 - Site Internet : www.agefi.fr

Président, directeur de la publication : Nicolas Beytout

Directeur général délégué : François Robin (4768)

Directeur de la rédaction de L'Agefi : Alexandre Garabedian (4733)

Directeur commercial et développement : Laurent Luiset (4748)

Assistante commerciale : Sarah Negly (4729)

L'Agefi Alpha est édité par : AGEFI SAS au capital de 5 716 920 euros

Siège social : 8 rue Bellini – 75116 Paris

RCS : Paris 334 768 652 - N° Siret : 33476865200086

N° TVA intracommunautaire : FR 75 334 768 652, Principal actionnaire : Bey Médias Presse et internet

Conseil et contenus éditoriaux : Aurélie Fardeau - Conception graphique : François Quintin - SuzyLee

Impression : Imprimerie de Compiègne - 2, avenue Berthelot - ZAC des mercières - BP 60524

60205 Compiègne Cedex

N° CPPAP : 1230 T 95152 - N° ISSN : 2970-5843

D&O

PROCHAINE THÉMATIQUE

Marchés émergents